

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 22 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **HAGANIS**

Rue du Trou aux Serpents  
Nouveau Port  
57000 Metz

Références : METZ\_HAGANIS\_CVD\_2022-10-20\_RAPVI-AN-TTR-UTM\_EBK\_24166  
Code AIOT : 0006204993

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement HAGANIS implanté 15 avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une action collective 2022 sur la fiabilité et la performance des centres de tri-transit-regroupement (TTR) des déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HAGANIS
- 15 avenue de Blida 57000 Metz
- Code AIOT : 0006204993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La régie HAGANIS exploite un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés (CVD) sur la commune de Metz. Le CVD, mis en service en 2001 et soumis à autorisation au titre des ICPE (arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié), est constitué :

- d'une unité de tri des matériaux (UTM) de 5 800 m<sup>2</sup> ayant une capacité de tri des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise autorisée de 54 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation énergétique (UVE) liée à l'incinération des déchets ménagers, à hauteur de 120 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation des mâchefers (UVM) liée à la valorisation des mâchefers bruts

issus de l'incinération, à hauteur de 15 000 t/an (quantité maximale stockée).

L'inspection n'a concerné que l'UTM, qui a fait l'objet d'importants travaux de modernisation du procédé d'août 2021 à mars/avril 2022. Suite à ces travaux et aux évolutions des consignes de tri des ordures ménagères, le procédé n'atteint pas encore les performances de tri cibles et l'exploitant n'a pas finalisé la réception du bâtiment et du procédé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets
- moyens de lutte contre l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Typologie déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article II.3.1 (partiel)	/	Sans objet
2	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article II.1 (partiel)	/	Sans objet
3	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.1	/	Sans objet
4	Traçabilité des déchets ENTRANTS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 <sup>er</sup>	/	Sans objet
5	Traçabilité des déchets SORTANTS	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
6	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III a) (partiel) et b)	/	Sans objet
7	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.2	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.3	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
11	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité.

Toutefois, au regard des travaux réalisés récemment pour lesquels la réception n'est pas encore achevée, l'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer les certificats permettant d'attester de l'installation du système de détection incendie conformément au dossier du 18 juin 2021. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre copie de ces éléments avant le 15/12/2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Typologie déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article II.3.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Typologie déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets pouvant être admis dans l'unité de tri sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- les encombrants ;</li><li>- les déchets issus de collectes sélectives des ménages ;</li><li>- les déchets issus de déchetteries ou d'autres formes de collectes organisées par les collectivités et groupements de collectivités auprès des ménages ;</li><li>- les déchets banals issus des entreprises.</li></ul>
<b>Constats : Vu :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- la zone de stockage amont ;</li><li>- l'état des stocks amont le jour de l'inspection identifiant les quantités et typologies de déchets présents sur le site le 11/10/2022, document transmis par courriel le 19/10/2022 ;</li><li>- un extrait du registre chronologique des déchets entrants sur le site du mois d'août 2022 identifiant les typologies de déchets entrants sur le site sur l'ensemble de la période contrôlée ;</li></ul> Sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Origine des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article II.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Zone de chalandise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets admissibles sur le site doivent respecter les origines suivantes : [...] unité de tri ; par ordre de priorité décroissante : <ul style="list-style-type: none"><li>• département de la Moselle (avec une priorité pour l'arrondissement de Metz et le canton du Saulnois) ;</li><li>• département de la Meurthe-et-Moselle ;</li><li>• départements de la Meuse et des Vosges.</li></ul>
<b>Constats : Vu :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- un extrait du registre des déchets entrants sur le site du mois d'août 2022 identifiant l'origine des déchets entrants sur le site sur l'ensemble de la période contrôlée ;</li><li>- l'extrait des quantités de déchets reçus sur le site en 2021 identifiant notamment le client et l'origine du déchet, document transmis par courriel le 19/10/2022.</li></ul> Sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents stockages liés à l'activité de tri sont répartis en trois zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stock amont en intérieur : déchets des collectes sélectives et déchets industriels banaux (DIB) hauteur maximale de stockage : 5 m volume maximal de stockage en conditions d'exploitation dites « normales » : 1 932 m<sup>3</sup> volume maximal autorisé en configuration dégradée : 3 133 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Stock intermédiaire en intérieur et dans la zone du procédé : organisé en 8 alvéoles et par nature de matériaux hauteur maximale de stockage : 2 m volume maximal stocké : 222 m<sup>3</sup></li> <li>- Stock aval en intérieur : organisé par nature de matériaux : JRM, PCNC, PCM, PCC hauteur maximale de stockage : 5 m volume maximal stocké : 515 m<sup>3</sup></li> <li>- Stock aval en extérieur organisé par nature de matériaux : FILMS, PET clairs, PEHD/PP, FLUX DEV hauteur maximale de stockage : 5 m volume maximal stocké : 540 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Les zones définies ci-dessus doivent faire l'objet d'un marquage au sol ainsi qu'aux murs pour matérialiser les hauteurs maximales de stockage.</p> <p>Les différentes zones de stockage sont séparées les unes des autres par des murs stables au feu de degré 2 heures sur toute la hauteur du bâtiment.</p> <p><b>Prescription connexe – AM 06/06/2018, art. 3.5</b></p> <p>IV. - Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p><b>Constats : Vu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les différentes zones de stockage : amont, intermédiaire et aval (intérieur et extérieur) ;</li> <li>- les marquages aux murs et aux sols dans les zones de stockage amont et aval ;</li> <li>- les murs coupe-feu séparant les différentes zones de stockage et, par échantillonnage, le marquage EI 120 sur une des portes coupe-feu permettant le passage des engins, ainsi que sa fermeture automatique en cas de déclenchement de l'alarme incendie ;</li> <li>- la documentation relative aux éléments de construction mis en oeuvre (reconduction du 29/01/2021 du procès-verbal de classement n°RS10-20, documentation technique des portes coulissantes coupe-feu) et l'avis de levée d'observation du 30/12/2021 établi par la société DEKRA.</li> </ul> <p>Observation : lors de l'inspection, le stockage aval des cartons en extérieur ne respectait pas la hauteur maximale autorisée. Par courriel du 19/10/2022, l'exploitant a transmis une photo du stockage aval des cartons et démontré le retour à la conformité.</p> <p>Les constats réalisés sur ce point de contrôle n'appellent plus d'observation de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Traçabilité des déchets ENTRANTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des déchets ENTRANTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Vu un extrait du registre chronologique des déchets entrants au format Excel couvrant la période août 2021 (document envoyé par courriel le 9/10/2022).</p> <p>Observations :</p> <p>L'inspection constate l'absence des informations suivantes dans l'extrait présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- raison sociale et numéro SIRET des producteurs initiaux ;</li> <li>- raison sociale et numéro SIRET des transporteurs ;</li> <li>- raison sociale, numéro SIRET et numéro de récépissé mentionné au R. 541-56 du négociant ;</li> <li>- code de traitement de l'opération de tri qui doit être opéré.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant précise avoir à sa disposition, mais dans d'autres documents, l'ensemble des informations manquantes. Par courriel du 19/10/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un extrait du registre des déchets entrants du mois de septembre 2022 conforme à la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Traçabilité des déchets SORTANTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des déchets SORTANTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.  Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Vu un extrait du registre chronologique des déchets sortants au format papier couvrant la période août 2021.</p> <p>Observations :</p> <p>L'inspection constate :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'absence des informations suivantes dans l'extrait présenté : <ul style="list-style-type: none"> <li>- raison sociale et numéro SIRET des producteurs initiaux ;</li> <li>- raison sociale et numéro SIRET des transporteurs ;</li> <li>- raison sociale, numéro SIRET et numéro de récépissé mentionné au R. 541-56 du négociant ;</li> <li>- informations relatives à la destination du déchet (e).</li> </ul> </li> <li>2. l'incomplétude d'un nombre important de rotations (absence du transporteurs et/ou de la</li> </ol>

plaque d'immatriculation et/ou de l'adresse notamment).
Lors de l'inspection, l'exploitant précise saisir manuellement les informations (ce qui explique notamment l'incomplétude des données prévues dans le registre chronologique) et avoir dans d'autres documents, l'ensemble des informations manquantes.
Par courriel du 19/10/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un extrait du registre des déchets sortants conforme à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Procédure d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III a) (partiel) et b)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôles à la réception des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Procédure d'admission  L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.  a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :  - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;  - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;  - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;  - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;  - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. [...]  b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p><b>Constats : Vu :</b>  - les portiques de contrôle de la radioactivité à l'entrée du site en amont du pont bascule ;  - la procédure de contrôle de la radioactivité du 26/10/2020 ;  - le modèle de l'attestation d'attribution des badges de déversement de déchets au CVD et des attestations complétées contrôlées par échantillonnage pour le client principal de l'UTM (Metz Métropole) ;  - le modèle de protocole de sécurité relatif aux opérations de chargement et de déchargement au CVD ;  - la procédure consigne d'accès au site du 12/09/2018 ;  - les contrôles visuels réalisés par un agent du site lors du déchargement des déchets à l'UTM (zone de stockage amont) ;  - un accusé de réception des déchets (tickets de pesée) délivré en sortie du site.  Sans observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Gestion des anomalies à l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Procédure de refus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou</li> <li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</li> </ul> <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare ne pas formaliser les refus de déchargement et explique que ces derniers restent exceptionnels, les transporteurs et l'origine des déchets variant peu.</p> <p>Afin de pouvoir corroborer ses déclarations, l'exploitant s'est engagé à formaliser les démarches relatives au refus de déchargement (procédure et registre de refus).</p> <p>Sans observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du bâtiment de l'unité de tri est couvert par une détection automatique d'incendie et plus précisément : <ul style="list-style-type: none"><li>- un système de détection optique de fumée ponctuelle en cabine de tri ;</li><li>- un système de détection optique de fumée multiponctuelle en toiture sur l'ensemble du centre de tri ;</li><li>- un système de détection optique de flammes 3IR sur les équipements à risques d'incendie et au niveau du stock amont ;</li><li>- un système de détection via l'installation d'extinction automatique fixe de type sprinkler dans les alvéoles du stock intermédiaire, ainsi que sur le stockage aval des balles et le Font Mouvant Alternatif de stockage (FMA).</li></ul> [...]
<b>Constats : Vu :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans de la détection automatique du bâtiment principal et du local électrique, transmis par courriel le 19/10/2022 ;</li><li>- par échantillonnage lors de l'inspection des locaux, des détecteurs répartis conformément au plan présenté ;</li></ul> Sans observation.
<b>Observations :</b> La réception n'étant pas terminée le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les certificats d'installation de l'ensemble des détecteurs du site conformément au porter à connaissance du 18 juin 2021. Il est demandé à l'exploitant de transmettre copie de ces certificats à l'inspection avant le 15 décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Chaque zone de stockage définie à l'article VIII.2.1 est protégée par des moyens fixes de protection contre l'incendie.            La protection des stocks amont est assurée par l'installation de canon à eau.            La protection des stocks intermédiaire est assurée par sprinkler.            La protection des presses à balles et à paquets est assurée par des déluges.            La protection des stocks aval en intérieur et du FMA est assurée par sprinkler.            Des rideaux d'eaux complètent le dispositif aux passages des trémies du mur coupe-feu.</p> <p>L'intégralité des équipements de type convoyeurs passant d'une zone à l'autre est protégée par un système de déluge.</p> <p>Le déclenchement de cette protection est asservi à la détection visée à l'article VIII.2.2, ainsi qu'à des déclencheurs coup de poing répartis et clairement signalisés dans le bâtiment de tri.</p> <p>Les débits minimaux d'aspersion sont les suivants :            - un canon de 3000 l/min dans la zone de stockage amont ;            - 7,5 l/m<sup>2</sup>/min dans les zones intermédiaires (alvéoles) ;            - 10 l/m<sup>2</sup>/min dans les zones de stockage des produits triés en balles et du FMA.</p> <p>La zone extérieure de stockage de déchets triés en balles, pour sa partie relative à des déchets combustibles, est équipée de moyens de lutte contre l'incendie en nombre suffisant et adaptés à la nature des risques à combattre.</p>
<p><b>Constats : Vu :</b>            - par échantillonnage, les moyens de protection contre l'incendie ;            - par échantillonnage, des déclencheurs coup de poing accessibles ;            - un film tourné par l'exploitant lors du test, réalisé le 28/09/2022, du canon à eau installé dans la zone amont de stockage des déchets ;            - les prises d'eau et RIA mobile dans la zone de stockage aval en extérieur ;            - les calculs hydrauliques des débits d'aspersion du canon à eau en zone de stockage amont et des zones de stockage, documents transmis par courriel le 20/10/2022.            Sans observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.            Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>
<p><b>Constats : Vu le rapport de vérification annuelle et le compte-rendu établis par la société SOCOTEC le 08/06/2021 ne faisant pas état d'observations.</b>            Sans observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Isolement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2000, article VIII.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment de l'activité de tri permet la collecte et la rétention des eaux d'extinction d'incendie pour un volume minimal de 1 077 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Vu les vannes d'isolement du bassin de rétention des eaux d'extinction, dont l'activation manuelle nécessite une clé, ainsi que la procédure identifiant les actions à mettre en œuvre en cas d'incendie (cf. POI). Le bassin enterré n'a pas été contrôlé. Sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet